

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 12/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8

46, rue de Lagny
93100 Montreuil

Références : UDRD.2026.02.R.02
Code AIOT : 0005804051

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/01/2026 dans l'établissement SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 implanté Boulevard de l'île aux oiseaux 76530 Grand-Couronne. L'inspection a été annoncée le 07/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 14 janvier 2026 a été l'occasion pour l'inspection des installations classées de faire le point sur le fonctionnement et les performances de la barrière hydraulique présente sur le site depuis la fin de l'été 2025. Le présent rapport liste également les dernières modifications projetées des actes administratifs régissant le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8
- Boulevard de l'île aux oiseaux 76530 Grand-Couronne

- Code AIOT : 0005804051
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 disposait sur son site de Grand-Couronne d'un entrepôt couvert destiné au stockage de matières et produits combustibles divisé en 4 cellules de 5900m² louées à 4 locataires différents. Un incendie s'est déclaré dans l'entrepôt le 16 janvier 2023, détruisant entièrement 3 des 4 cellules.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution
- Récolement
- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- AR - 2
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Pic de pollution
- Risque incendie
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;

- ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Barrière hydraulique	AP de Mise en Demeure du 28/02/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	
3	Gestion et traitement des eaux de ruissellement	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article Titre 3 de l'annexe	Demande de justificatif à l'exploitant	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Conditions de rejet	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.2 de l'annexe	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de la visite du 14 janvier 2026, l'inspection des installations classées relève l'insuffisance persistante du débit de pompage de l'unité de traitement de la pollution souterraine selon les documents transmis par l'exploitant. L'inspection des installations classées se rendra à nouveau prochainement sur le site pour constater, compteurs à l'appui, les volumes d'eau qui transitent dans

l'unité de traitement du site. **Dans le cas où les débits ne seraient pas compris entre 3,7m³/h et 7m³/h entre les deux visites, l'exploitant se trouverait en infraction à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 février 2025.**

Par ailleurs, l'inspection des installations classées attend de l'exploitant **de la rigueur sur l'envoi mensuel du tableau de suivi de l'unité de traitement** renseigné par la société COLAS ainsi que **de la constance quant à l'élimination des eaux de régénération** stockées provisoirement dans les bâches souples du site.

Enfin, parallèlement à la visite, l'inspection des installations classées a proposé à la signature de Monsieur le préfet de la Seine-Maritime un projet d'arrêté préfectoral complémentaire visant la modification des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 quant à certaines mesures de surveillance des eaux souterraines (piézomètres retenus, ajout de mares, surveillance mensuelle) ainsi que la mise à jour des conditions de rejet au milieu naturel (taux d'abattement du lithium par l'unité de traitement, paramètres à suivre).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Barrière hydraulique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/02/2025, article 1
Thème(s) : Autre, Ouvrage de dépollution de la nappe
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 1 de l'arrêté de mise en demeure du 12 décembre 2024 sont abrogées et remplacées par : « La société SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 (n°SIRET : 904 768 801 00022), dont le siège social est situé 46 rue de Lagny 93100 MONTREUIL, est mise en demeure de respecter, pour son établissement situé sur la commune de GRAND-COURONNE, l'article 2.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié susvisé, en réinstallant puis en exploitant un confinement hydraulique conforme traitant les eaux souterraines polluées du site dès la fin du chantier d'évacuation des résidus calcinés présents dans la cellule 1 de l'entrepôt (prévue 7 semaines après le début du chantier le 12 mars 2025), où dès que les contraintes liées à la co-activité le permettront. Cette échéance peut au besoin être ajustée en cas de retard dûment justifié pris dans le chantier d'évacuation des résidus calcinés. <p>À la même échéance, les dispositions du titre 3 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié susvisé sont respectées, en maintenant un niveau d'eau dans les réseaux de son site le plus bas possible, conformément à la gestion et au traitement décrits dans l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 mars 2023 »</p>
Constats : <u>Débits de pompage</u> Dans un rapport du 15 janvier 2024, un hydrogéologue agréé indiquait que "cette barrière assure pleinement sa fonction hydraulique avec un débit d'exploitation compris entre 3,7 et 7m³/h". Lors de la visite, le sous-traitant exploitant la barrière hydraulique a indiqué que le débit actuel était de l'ordre de 3 m3/h, mais que l'objectif visé est d'atteindre un débit minimal de 200l/h par puits, et

un total de 5m³/h environ sur toute la barrière.

Par courrier électronique du 02 février 2026, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées un tableau de suivi du traitement opéré par l'unité de traitement, qui montre que le débit de traitement n'a atteint 3,7 m³/h que quelques jours en décembre 2025, avant de redescendre au mois de janvier 2026. Le prestataire et l'expert mandaté par les financeurs de la barrière hydraulique, rencontrés sur site, ont indiqué que les puits ont été mal réalisés lors de la mise en place de la première barrière hydraulique exploitée entre novembre 2023 et septembre 2024. En particulier, ils indiquent que les massifs filtrants entourant les crépines sont inadaptés et que ces crépines sont trop larges, ce qui engendrerait un ensablement important. Une vidéo réceptionnée le 15 décembre 2025 illustre ces propos en ce sens. À cette même date, le prestataire indiquait travailler sur une solution à ce problème. L'inspection note toutefois que les mêmes puits de pompage avaient donné satisfaction en ce qui concerne le débit pompé entre novembre 2023 et septembre 2024.

Commentaire n°1 : l'inspection des installations classées a relevé durant cette visite les volucompteurs des 18 puits qui composent la barrière hydraulique. Elle prévoit la réalisation d'une seconde visite prochainement pour calculer la quantité d'eau injectée dans l'unité de traitement et ainsi s'assurer que le débit de traitement est bien compris entre 3,7m³/h et 7m³/h, conformément à l'avis de l'hydrogéologue du 15 janvier 2024. La non atteinte de ce débit serait considérée comme un non respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 28 février 2025 qui impose le respect de l'article 2.1 des prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2023 modifié en [...] exploitant un confinement hydraulique conforme traitant les eaux souterraines polluées du site [...].

Demande n°1 : l'inspection des installations classées attend de l'exploitant un envoi mensuel du tableau de suivi de l'unité de traitement renseigné par la société COLAS.

Bâches souples

Aujourd'hui, la barrière hydraulique dispose de 2 bâches tampon de 500m³ chacune. Au moment de la visite, l'une d'entre elles contenait 240m³ d'eau de régénération des résines échangeuses d'ions (composée de lithium et d'acide chlorhydrique notamment) employées par l'unité de traitement. Un tour du site a permis à l'inspection des installations classées de constater une fuite de faible débit au droit du raccord de cette bâche. Prévenu de la situation, le prestataire en charge de l'exploitation de l'unité de traitement a immédiatement réparé celui-ci. La bâche ne présentait plus de fuite au moment du départ de l'inspection du site.

Traitement des eaux de régénération

Au cours de la visite, le prestataire a indiqué avoir débuté le lundi 12 janvier 2026 l'élimination des eaux de régénérations temporairement stockées dans les bâches souples par l'envoi de 25 m³ dans une usine d'incinération de déchets dangereux. Les 3 bordereaux de suivi de déchets (BSD) transmis le 27 janvier 2026 en attestent. Ces lots d'environ 25 tonnes chacun présentés les 19, 21 et 23 janvier 2026 ont été acceptés et éliminés pour un traitement final.

Demande n°2 : l'inspection des installations classées demande à ce que l'élimination des eaux de régénération se poursuive de telle sorte que les bâches tampon soient rapidement vidées et ne puissent contenir à l'avenir que 2 semaines d'eaux de régénération maximum, hors événement exceptionnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

N° 2 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 2.2 de l'annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Abattement du lithium
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rejet après traitement est effectué en Seine via les réseaux existants. La réinjection de l'eau en nappe est interdite.</p> <p>Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Température : < 30 °C • pH : compris entre 5,5 et 8,5 • Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/L. <p>L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet au milieu naturel des eaux souterraines, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies et mesurées sur effluent brut non décanté après traitement (moyen 24h) et avant tout mélange ou toute dilution.</p> <p>[Tableau des paramètres]</p> <p>(*) En cas de non atteinte de la concentration de 25 µg/l, le rejet en Seine est autorisé sous réserve de justifier d'un abattement supérieur à 95 % et d'une concentration en lithium dans la Seine ne dépassant pas 20 µg/L en prenant en considérant le débit quinquennal d'étiage de la Seine de 197 m³/s.</p> <p>Les eaux traitées l'objet d'un prélèvement moyen 24h. Les prélèvements journaliers sont analysés durant les 7 premiers jours puis de façon hebdomadaire. Toute dérive est signalée sans délai à l'inspection des installations classées.</p> <p>La liste des paramètres à surveiller et la fréquence peuvent être réajustées sur demande étayée de l'exploitant après avis de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La prescription ci-dessus va très prochainement être modifiée pour fixer un taux d'abattement minimal du lithium de 80%. Cette modification permet d'aboutir à un rejet en lithium encore 400 fois inférieur au seuil acceptable par la Seine, mais permet d'éviter la production de 64 t/mois de déchets liquides envoyés en incinération.</p> <p>Les données communiquées par l'exploitant montrent une teneur en lithium dans les rejets qui a rarement été conforme à l'objectif depuis le mois d'octobre 2025. L'expert mandaté par les financeurs de la barrière hydraulique a indiqué lors de la visite qu'un changement des filtres à poche a eu lieu durant la semaine n°3. Anciennement fixés à 25 et 20 microns, le prestataire a fait le choix de partir sur un maillage à 25 et 10 microns. L'objectif visé est de réduire les fines qui bouchaient auparavant certaines parties du dispositif de traitement. Depuis ce changement, le prestataire a</p>

<p>indiqué être revenu à une concentration acceptable, ce qui semble confirmé par la dernière valeur communiquée : teneur passant de 16 000 µg/l (entrée dispositif de traitement) à 1 000µg/l au point de rejet, soit 93,5% d'abattement, conformes au nouveau taux proposé.</p> <p>La donnée relevée du pH à 1,5 en sortie de traitement est un indicateur du bon fonctionnement suite à cette modification, car ce pH prouve qu'un échange cationique est à l'œuvre. Le prestataire estime les résines comme efficaces quand le pH est contenu entre 1,5 et 3. Il déclenche la procédure de régénération lorsque le pH atteint une valeur de 2,5.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Gestion et traitement des eaux de ruissellement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article Titre 3 de l'annexe</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Pompage des réseaux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 s'assure en tout temps de maintenir un niveau d'eau dans les réseaux de son site sis Grand-Couronne le plus bas possible, conformément à la gestion et au traitement décrits dans son arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 07 mars 2023.</p> <p>L'exploitant veille à ce que les eaux situées dans le regard Sud-Est de l'installation, à proximité de la cellule n°4, fasse l'objet du même traitement.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées avant le 31 juillet un compte-rendu détaillant le débit de pompage de ces eaux, les valeurs atteintes, l'exutoire sélectionné ainsi que le planning de rejet.</p> <p>L'exploitant SAS HIGHWAY FRANCE LOGISTICS 8 a la possibilité de soumettre à l'inspection des installations classées une demande d'arrêt du traitement des eaux présentes dans les réseaux de son site une fois les opérations de déblais réalisées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au cours de la visite, il a été rapporté à l'inspection le curage ainsi que la mise en place d'une pompe type "vide cave" dans le regard EP22 (point bas du site, proche rejet final) le lundi 12 janvier 2026. Cet équipement doit permettre la vidange des eaux contenues dans les réseaux pour un envoi dans l'unité de traitement. Une mesure durant la visite de la hauteur d'eau dans le piézomètre n°5, distant de quelques mètres du regard EP22, montre un affleurement à 2,22 mètres. L'affleurement de l'eau à 2,14m dans le regard EP22 fait dire à l'expert de la société CEVA AIR & OCEAN INTERNATIONAL sur place que ces 2 masses sont communicantes.</p> <p>Par ailleurs, une mesure relevée durant la visite dans un regard situé sur les anciens quais Nord de la cellule n°1 fait état d'une épaisseur d'eau de 14 centimètres.</p> <p><u>Demande n°3 :</u> par la transmission du tableau de suivi mensuel susmentionné, l'exploitant précisera les quantités d'eau extraites dans les réseaux d'eau pluviale.</p>

Commentaire n°2 : l'inspection des installations classées rappelle la nécessité de pomper les eaux situées dans le regard Sud-Est du site, à proximité de la cellule n°4. Ce regard (1bis), non relié au réseau d'eau pluviale, réceptionne les eaux provenant des drains situés sous l'entrepôt, dont un prélèvement antérieur confirme un marquage au lithium.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant